



Communiqué de presse

Socialistes chrétiens romands réunis à Yverdon, samedi 5 février

Economiser sur le social serait trop coûteux

par Jean-François Martin

Les socialistes chrétiens romands n'emboucheront pas les trompettes politiques qui clament que le social coûte trop cher ! Réunis à Yverdon-les-Bains, ils ont consacré leur traditionnelle journée de rencontre au délicat sujet des limites de la générosité. Les participants sont repartis convaincus non seulement de la nécessité de maintenir, voire développer, le système social mais aussi de lui conserver le côté universel qui lui est souvent reproché.

Denis Müller, professeur de théologie, *Jean-Pierre Fragnière*, professeur d'études sociales, *Pierre-Alain Praz*, directeur de Caritas Vaud, et *Gisèle Ory*, conseillère aux Etats socialiste, ont successivement apporté des éclairages éthique, social, pratique et politique.

Si l'on ne peut nier l'importance de la responsabilité individuelle, un système social solidaire est seul à même d'assurer des conditions de vie décentes à chacun. Le ciblage des prestations aurait principalement des effets pervers: stigmatisation des bénéficiaires, oubli au bord du chemin de ceux qui ne savent ou ne peuvent affronter la complexité des administrations, accentuation des problèmes pour beaucoup et, en définitive, coût plus élevé pour la collectivité.

Les orateurs ont également tordu le cou à l'idée largement répandue que les difficultés financières des institutions sociales sont dues au luxe des prestations et aux abus: elles s'expliquent par l'augmentation du nombre des personnes concernées: il y a plus de retraités, qui vivent plus longtemps, l'économie provoque du chômage et des cas d'invalidité psychique inconnus (ou non reconnus) autrefois. Les attaques régulières des milieux de droite ont fini par convaincre une large part de l'opinion publique que la Suisse était trop pauvre pour se payer un système social digne de ce nom.

Pour les socialistes chrétiens romands, il n'est pas question d'accepter un tel défaitisme: au nom de l'amour du prochain, mais aussi parce que la société n'a rien à gagner (même du point de vue économique) à augmenter la fracture sociale, ils encouragent les politiciens à défendre des assurances sociales et un système de santé réellement solidaires. C'est d'autant plus important et urgent que les besoins sont loin d'être en diminution. ■